

D - LA RÉSISTANCE EN ACTES

1 - Appréciation d'ensemble

Les courbes sont éloquentes. Elles traduisent clairement l'essor de l'action résistante et la variété de ses interventions¹. Encore n'en connaît-on qu'une partie, sans doute la plus spectaculaire, en général celle qui a réussi. Bien qu'elles aient donné autant de mal et fait prendre autant de risques, la plupart des tentatives avortées nous échappent.

Que dire alors des multiples actes d'une résistance humble, "ordinaire" et pourtant indispensable, celle qui assure les liaisons, la collecte des renseignements et du ravitaillement, l'hébergement, le transport, les "boîtes aux lettres", tout ce qui est souvent l'apanage des femmes. C'est, et ça restera, l'une des faces cachées de la tentative d'évaluation quantitative de la Résistance, l'une de celles que seuls les témoignages individuels peuvent arriver à cerner.

Prenons, à titre d'illustration, l'un de ces multiples exemples que les hasards de l'enquête orale révèlent. Il est certes exceptionnel en lui-même, mais non pas dans la somme des efforts mobilisés.

L'un des FTP blessés par les gendarmes de Barjols, le 23 février 1944, Lucien Beau, chef de détachement, a été atteint au doigt. Mal soignée, la blessure s'est infectée et la gangrène menace. Il est conduit plusieurs jours après par Paul Bertin, chef du groupe de résistance de Saint-Maximin, chez un paysan de Villecroze, Ferdinand Cauvin. Ce vieux garçon, un peu marginal, n'a pas d'engagement particulier, sinon qu'il fait partie du clan "rouge" et qu'il est devenu (sans doute par l'intermédiaire d'agents du réseau Azur-F2 dont il abrite un émetteur) un relais pour les FTP, une sorte d'infirmerie. L'homme a une vache. Il a du lait. Il fait de l'abattage clandestin et c'est ainsi qu'il peut obtenir des médicaments pour le blessé. Beau est d'abord soigné par un médecin de Lorgues que le lait de Cauvin rend muet (il a un bébé), mais, son état s'aggravant (le tétanos ?), Cauvin a recours au Dr German, de Draguignan, membre de l'AS. Beau doit être hospitalisé et radiographié. C'est là, pour se cacher, qu'il adopte le pseudonyme sous lequel il sera connu à Marseille, *Callas*, du nom d'un village voisin. Il faut couper le doigt. L'opération est faite à Villecroze par le Dr Vic, du Luc, qui avait soigné les maquisards FTP dans les Maures quelques mois auparavant. Pendant tout le temps, Mireille Michel, de Salernes, l'épouse d'un agent d'Azur-F2, assure les liaisons².

Comment évaluer la somme de déplacements, de contacts, d'initiatives que ce seul cas a demandé ? Il a mis à contribution quatre médecins (dont deux résistants), des infirmières

1. Voir graphiques en annexe.

2. Tém. Cauvin, 1980. Le Dr German effectuait le remplacement de l'un des médecins de la localité. Lucien Beau est mort avant que nous ayons pu recueillir son témoignage.

plus ou moins complices, plusieurs résistants “ de base ” chargés de l'hébergement, du ravitaillement, des soins et des liaisons, un secrétaire de mairie qui a accepté de fournir cartes et tickets, etc. Au total, pas moins de dix personnes. Combien d'actes au bout du compte qui, pour n'être pas comptabilisables, n'en sont pas moins “ de résistance ” ?

Derrière la moindre des actions recensées, il y a une somme d'efforts, de gestes, de sacrifices parfois, qui resteront toujours dans l'ombre. L'analyse d'actes de résistance bien repérables devra tenir compte du fait que chacun d'eux suppose cette logistique, un faisceau de complicités et qu'il n'est, au bout du compte, que le résultat final.

L'essor de l'action s'inscrit donc dans les chiffres. La moyenne mensuelle des actes recensés passe de 14 avant novembre 1942 à 47 après. Presque 54 % d'entre eux ont lieu entre le 11 novembre 1942 et le 6 juin 1944. Contrairement à une idée qui se répandra après-guerre, on peut constater que la Résistance n'a pas attendu l'occupation allemande pour s'organiser et agir³. Mais cet essor n'est pas continu. Il connaît de fortes oscillations qui s'expliquent soit par l'impact de la répression à tel ou tel moment (par exemple, après la vague d'arrestations du printemps 1943), soit par le déplacement de tel groupe actif (ainsi le départ de la 1^e Cie FTPF. en février-mars 1944).

Bien qu'imparfaite, l'analyse quantitative apporte des indications importantes, non seulement sur la chronologie de la poussée que la Résistance exerce, mais aussi sur son polymorphisme. Distributions de tracts et de journaux, attentats, sabotages, “ récupérations ”, parachutages, liaisons maritimes, manifestations collectives de moins en moins spontanées montrent à elles seules, et encore plus si l'on songe à ce qu'elles représentent, combien la palette s'est élargie.

Nous passerons rapidement, pour l'instant, sur un type d'action très particulier par les moyens mis en œuvre, les forces qu'il requiert, les conséquences qu'il entraîne ou les résultats qu'il obtient. Nous voulons parler des liaisons maritimes ou aériennes qui sont l'apanage des réseaux. Appendices de la Résistance extérieure, leur rôle ne se limite pas en général à ces opérations qui sont les seules que l'on puisse transcrire sur un graphique. À tous égards, leur part dans l'action résistante est sans commune mesure avec ce qu'elles représentent en pourcentage. Compte tenu de l'importance de chacune d'elles, les chiffres bruts importent davantage. On remarquera leur accroissement (de 12 à 81). En 1943, ce sont surtout des opérations de liaison. Il n'y a pas de terrain d'atterrissage clandestin dans le Var et la tentative d'utilisation de celui de Vinon ne semble pas avoir été renouvelée. Elles sont donc uniquement maritimes, comme en 1942. C'est l'époque de la mise en place d'une “ navette ” par sous-marin avec la presqu'île de Saint-Tropez, prolongée, en 1944, par une

3. Par exemple, ADV, cabinet 687, *Tableau du département après l'occupation*, ch. 11 Occupation et Libération, Rens. gén., s.d., mais établi entre 1944 et 1947, où l'on peut lire : “ C'est en fait à ce moment-là (l'occupation allemande) que la Résistance a pris vraiment corps dans le département ”.

liaison par vedettes avec la Corse. Mais, à cette époque, débutent en grand les parachutages qui, échecs et réussites mêlés (ce qui ne change pas grand chose à l'organisation à mettre en place ou aux risques pris par les résistants concernés) fournissent l'essentiel des opérations recensées. Sans l'aide d'une résistance locale structurée, ces opérations n'auraient pu se tenir ici, ce qui justifie leur présence dans notre bilan.

Mais, du point de vue de l'analyse générale des mouvements varois, les autres types d'action ont plus de signification. Un constat, classique, s'impose : celui d'une modification structurelle. Après novembre 1942, la propagande ne représente plus que 38 % des actions au lieu de 74 % auparavant, tandis que l'action directe (sabotages, attentats, " récupérations ") passe de 2,8 à 42,8 %.

2 - Propagande et manifestations collectives

C'était là les deux formes d'actions les plus représentatives de la résistance, formelle ou non, avant novembre 1942. Elles connaissent donc un recul relatif. La propagande n'est plus l'acte type, bien qu'il y ait davantage de distributions de tracts et de journaux. Certes, la plus grande prudence s'impose pour tirer des conclusions de l'évolution apparente d'une activité dont, à l'évidence, on ne peut repérer qu'une partie. En effet, si, pour les petites villes comme Hyères ou Fréjus, les relevés policiers semblent refléter la réalité, il n'en va pas de même à Toulon et La Seyne, en particulier en ce qui concerne les grandes entreprises, où les relevés sont insuffisants. De plus, l'essentiel des diffusions de propagande dans les villages échappe à nos sources, même si, certainement, elles sont peu fréquentes. Autrement dit, le recul relatif que nous constatons est peut-être amplifié par les lacunes des sources. Constatons cependant que le niveau des diffusions paraît stable, tournant autour d'une cinquantaine par trimestre, avec une pointe (?) au quatrième trimestre de 1943 (77 diffusions).⁴

Le nombre de journaux⁵ augmente. On passe de 24 à 33 titres différents dont certains, d'origine locale, plus régulièrement diffusés. Leur création répond parfois au besoin de pallier les irrégularités de l'arrivage des publications nationales. C'est la raison invoquée pour créer *Résistance*, journal des MUR de l'arrondissement de Draguignan, au printemps 1943. Il paraît chaque mois jusqu'à l'été 1944, cependant la police ne le signale qu'une seule fois. Il n'est pas le seul des journaux locaux qu'elle ignore apparemment, puisque *L'Echo Seynois* que le PCF fait paraître en août 1943 est dans le même cas. Il en va certainement ainsi pour quelques tracts.

4. Diffusions de tracts et journaux recensées :

1er trimestre 1943 : 52	4e trimestre 1943 : 77
2e " " : 45	1er " 1944 : 50
3e " " : 56	2e " " : 44 (jusqu'au 6 juin).

5. Voir liste en annexe.

Les communistes font preuve d'un dynamisme remarquable. Ils sont à l'origine de la plupart des nouveaux titres, en particulier journaux locaux (*L'Aurore Nouvelle* à Hyères, *La Lutte Patriotique* à Draguignan, *Le Cri du Haut-Var* à Aups, *L'Echo Seynois*), ou journaux corporatifs (*La Voix des Chantiers* à La Seyne, *La Cloche* pour l'arsenal de Toulon, *Le Cri des Mineurs du Var*, *La Défense Paysanne du Var*). La part de leurs tracts ne cesse de croître tant par le nombre de diffusions que par celui des titres (57,7 % des titres en 1940-41, 64 % en 1942, 69 % en 1943-44), compte non tenu de l'élaboration de textes signés en commun avec les MUR (13 sous l'Occupation).

Du côté gaulliste-socialiste, l'éventail des publications s'ouvre et l'on signale la circulation épisodique du *Populaire*, de *l'Insurgé*, de *Défense de la France*, du *Père Duchesne*, etc. Les MUR se dotent d'un journal régional (*Provence Libre*), mais seulement d'une seule feuille locale (*Résistance*). La presse de la mouvance gaulliste continue à n'avoir qu'une diffusion réduite et épisodique, si l'on en juge par le petit nombre de journaux saisis ou signalés.

En fait, l'évolution de la propagande reflète ce qui se passe au sein de la Résistance. Elle traduit le développement de la Résistance communiste (sous ses divers avatars) ce que vont illustrer d'ailleurs presque tous les types d'actions recensés.

Les manifestations collectives sont, elles aussi, un peu plus nombreuses, mais pas assez pour ne pas voir leur part relative décroître fortement et passer de 20 % à 9,6 %. La présence des occupants a probablement freiné cette forme de contestation, du moins à certains moments. C'est le cas, nous semble-t-il, au début de chacune des deux occupations (hiver 1942-43 et automne 1943). La répression exercée par l'OVRA à la veille du 14 juillet 1943 a certainement découragé plusieurs manifestations et, par la suite, les bombardements et les évacuations coupent court aux velléités de mouvements qui se dessinent dans l'hiver et au début du printemps de 1944. Il n'y a donc plus de grande flambée, comme en 1942, jusqu'aux approches de la Libération. Cependant, les manifestations qui ont lieu malgré tout⁶ permettent de relever deux modifications importantes :

- Les manifestations pour le ravitaillement perdent la spontanéité de la période précédente et sont clairement suscitées, pour la plupart, par les organisations clandestines.
- La grève réapparaît et cette renaissance s'intègre, comme les manifestations précédentes, dans l'action résistante. Sous des prétextes divers (ravitaillement, salaires, action patriotique), elle est le signe de la reconstruction du syndicalisme dans la clandestinité.

Ces traits ont un rapport évident avec la puissance nouvelle des communistes et le mouvement social qu'ils ont su reconstituer.

3 - La propagande par l'action

6. Et sur lesquelles on reviendra plus en détail chapitre IV.

On ne peut aborder le domaine de l'action directe sans évoquer ce qui se situe sur ses marges, mais qui en est l'une des formes, ce qu'aucune source ne peut recenser et que finalement les témoins ne disent pas toujours. Ce sont, en premier lieu, les petits sabotages, ceux que l'on fait au cours du travail. On les dit nombreux dans les entreprises travaillant pour les occupants, sans que l'on puisse le vérifier. Ils peuvent être le fait de tous et il peut y avoir aussi un sabotage patronal ou "cadre". Il est, c'est vrai, plus rare que celui des ouvriers. Celui-là revêt les traits classiques de la "résistance" ouvrière devant le travail : perte ou bris volontaire d'outils, réparations ou constructions de mauvaise qualité, fausses manœuvres, dégradations de machines ou d'installations. La motivation patriotique donne à ces petits gestes une ampleur que les témoins disent considérable, sans doute plus qu'elle ne l'est :

*“ Pendant l'occupation, on travaillait pour les Allemands. On faisait rien, des genres de chalutiers que les Anglais venaient couler en bombardant. Des chalands de débarquement, c'était tout salopé : les ouvriers qui travaillaient, serraient les joints, les écrous, à moitié, exprès. ”*⁷

Le seul document de l'époque qui nous apporte quelques lueurs à ce sujet confirme cependant qu'il s'agit d'un fait répandu, au moins à La Seyne, dans les Forges et Chantiers de la Méditerranée : en une semaine d'avril 1943, il y aurait eu le sabotage de dix gros moteurs, celui d'un train de laminoir, et, par interposition de pastilles, ceux de machines-outils et d'autres moteurs en nombre non précisé⁸. Dans l'arsenal de Toulon comme dans les chantiers de La Seyne, la construction de chalands porte-tank et de vedettes s'est accompagnée de fréquents actes de ce genre qui ressortent autant de la résistance individuelle que de la résistance collective, de la résistance spontanée que de la résistance organisée (mais celle-ci les encourage)⁹. De même, dans le monde cheminot, le sabotage de motrices ou d'installations est fréquemment rapporté par les témoins. Il peut aller jusqu'à l'accident volontaire, comme les déraillements qui se produisent à Bandol à l'automne 1943 et dans lesquels le chef de gare a probablement une part de responsabilité¹⁰.

7. In P. MARTINENQ, *op. cit.*, p. 446.

8. AN, F 1a 3937, rapport hebdomadaire du 18 au 23 avril 1943, envoyés à Londres, origine et date de réception non précisée.

9. Un exemple d'exagération cependant dans le tém. de J. BLACAS, " En 1943, à l'arsenal de Toulon ", publié par *Notre Musée*, en 1970 (article trouvé dans le dossier " Résistance Var " du Musée de la Résistance d'Ivry, sans référence de numéro) qui rapporte que le premier chaland construit dans l'arsenal de Toulon ne fut lancé que peu avant le débarquement, qu'il fut le seul et qu'il coula immédiatement après son lancement. Or plusieurs dizaines de chalands sont sortis de l'arsenal ou des chantiers de La Seyne depuis qu'en février 1943 leur mise en chantier a commencé. Benjamin COSTA, responsable du PC dans l'arsenal, signale des centaines de sabotages, par exemple de vedettes lance-torpille (*Le Petit Varois* 26 août 1965).

10. En particulier, le 8 octobre 1943 : tamponnage d'un train de transport de troupes et de wagons en stationnement et déraillement sur un aiguillage. Le chef de gare fait partie de Résistance-Fer.

Autre type de “ sabotage ”, du moins aux yeux des occupants, le freinage à la production. Il est notoire, et aussi peu mesurable. Les autorités suivent particulièrement celui qui sévit dans les mines de bauxite. Comment faire la part de la volonté toute patriotique de produire le moins possible et des conséquences de la sous-alimentation ou de ce qui peut être une classique inertie ? Les cadres, qui sont complices ou n'y peuvent mais, invoquent ces deux dernières raisons, et, en particulier, l'inévitable paresse méridionale. Les rapports de police montrent cependant que, dans l'arsenal de Toulon, il y a bel et bien une volonté de travailler le plus possible au ralenti, et pas seulement pour les raisons traditionnelles dont la rumeur toulonnaise se moque depuis longtemps... Ce n'est pas par hasard si cette activité minimale coïncide avec l'essor du syndicat clandestin et la réapparition d'un état d'esprit socialement combatif¹¹. Dans les mines, les Renseignements généraux établissent un parallèle intéressant en constatant que le freinage “ *semble suivre l'évolution des événements extérieurs* ” et l'on sait par des témoignages concordants qu'il y a sur ces chantiers une volonté largement partagée d'expédier en Allemagne un minerai de la plus mauvaise qualité possible¹².

La plupart de ces actions appartiennent cependant à une autre sphère que celles qui se développent dans le cadre de la lutte armée en 1943 et 1944, même si leur chronologie va vraisemblablement de pair.

Préparée et commencée avant l'Occupation, l'action directe ne prend quelque ampleur qu'avec la mise en place de groupes, maquis ou détachements urbains, aptes à la mener :

a - Les violences contre les biens

Ces attentats et les sabotages qui ne visent pas prioritairement les personnes sont les premières actions violentes apparues, on l'a vu, en octobre-novembre 1942. Elles augmentent de façon spectaculaire sous l'Occupation, surtout à partir de l'été 1943 ce qui est directement lié au renforcement du maquis FTP des Maures, tout comme leurs fluctuations par la suite. Nous en avons recensé 230, soit une moyenne mensuelle de 13, jusqu'au 6 juin 1944¹³.

11. ADV, 1 W 24, Rens. gén., 25 janvier et 9 février 1944 : c'est aussi l'opinion que se fait le SD en enquêtant dans l'arsenal. Il conclut que le mauvais rendement n'est pas la “ *conséquence de la paresse légendaire des méridionaux, mais plutôt celle d'un plan de “ sabotage ”* ”. Le ralentissement est noté par les cadres, avant même le bombardement du 24 novembre (AN, F1 a 3922, information octobre-novembre 1943 sur l'attitude des ouvriers de l'arsenal, Toulon, le 23 octobre). Les Toulonnais surnomment l'arsenal “ *la Sorbe* ”, du nom d'un arbre dont le bois travaille peu...

12. ADV, 1 W 11, Rens. gén. Brignoles, 25 septembre, 23 novembre 1943, 25 janvier 1944 (indiscipline, mauvaise volonté, etc.) et 1 W 22, 20 février 1944. Sur les mines, J.-M. GUILLON, “ *La bauxite varoise* ” in A. BELTRAN, R. FRANK ; H. ROUSSO, *La vie des entreprises sous l'Occupation*, Paris, Belin, 1994, p. 117-127.

13. Nous avons délibérément écarté 52 sabotages ou attentats, signalés par les sources résistantes en général, mais sans confirmation par ailleurs.

Elles privilégient surtout trois groupes de cibles. Les voies ferrées et les installations ferroviaires arrivent en tête, en représentant 33 % des sabotages (dont 30 % pour les seules voies). Viennent ensuite les objectifs économiques - établissements industriels (mines de bauxite, arsenal), chantiers Todt ou installations électriques - (31 %) et les lieux fréquentés par les Occupants (23,5 %). Ces actes sont bien connus grâce aux inévitables rapports de police ou de gendarmerie auxquels ils ont donné matière. Seules peuvent échapper des actions visant les occupants au cœur même de leurs installations, ce qui ne doit guère modifier le compte total.

b - Les attentats contre les personnes

Ils suivent la même progression que les actions précédentes, tout en accusant un certain retard. Cette rubrique recense les exécutions, mais aussi les tirs contre des patrouilles, les attentats à la grenade ayant clairement pour but les personnes et quelques cas de violences physiques. L'occupation italienne et la part prise par les immigrés de la MOI dans les groupes d'action armée expliquent partiellement leur relative rareté avant 1944. Ce n'est qu'au premier trimestre de cette année-là que leur nombre augmente significativement, passant de quatre-cinq à treize par trimestre, annonçant la poussée relative d'après le 6 juin, sur laquelle nous reviendrons. Tenons-nous en pour l'instant à ce qui se passe avant cette date. Ces actions visent d'abord les armées d'occupation (65 %). Le nombre de victimes est cependant relativement faible (une douzaine, pour autant qu'on puisse le savoir, ce qui est inférieur à la réalité). Ils atteignent ensuite les collaborationnistes et les dénonciateurs (neuf tués ou blessés), exceptionnellement les agents de l'État (deux affaires dont une à la limite de la Résistance). C'est la traduction en chiffres du durcissement de la lutte clandestine et de l'enfoncement dans la guerre civile, mais aussi celle de ses limites. Il n'y a aucune commune mesure entre ces actions et la répression exercée par les occupants ou ceux qui les aident quel que soit l'angle adopté, à commencer par celui du nombre de victimes.

Ces attentats comme les sabotages d'avant le soulèvement de juin 1944 sont très liés à l'activité des FTP et, dans une moindre mesure, à celle des Groupes Francs des MUR. Ce ne sont nullement des actions aveugles dans la grande majorité des cas¹⁴.

c - Les “ récupérations ”

Il s'agit, dans le vocable FTP, des vols, et, donc, d'actions que les résistants qui les ont pratiquées, s'ils n'hésitent pas trop à en témoigner, répugnent à voir tirer de l'oubli dans la crainte qu'elles ne desservent l'image de la Résistance en semblant justifier l'équation

14. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de “ bavures ” : deux attentats, faits à La Seyne sans intention de tuer, ont provoqué la mort de deux victimes accidentelles (16 décembre 1942 et 5 décembre 1943) et le chef de la Légion du Luc a été tué sans ordre.

vichyste maquisards= “ bandits ”. Ces vols que toute une partie de la Résistance réproue n'ont, sauf rares exceptions, rien de crapuleux et ne peuvent être confondus (malgré ce qu'en dit la propagande adverse) avec les nombreux délits dont cette époque trouble est riche. En fait, ce type d'action est directement lié à la nécessité de subvenir aux besoins des maquis, en particulier, et des hors-la-loi que beaucoup de résistants sont devenus, en général. Par conséquent, elles sont le fait d'organisations qui n'ont pas de sources de financement extérieures, les FTP surtout, et leur développement suit celui de leurs maquis (106 recensées sous l'Occupation, jusqu'au 6 juin 1944).

Ces actions se déroulent le plus souvent sans violence réelle et avec des complicités locales. Elles ont, par là, une vertu formatrice en permettant d'aguerrir les maquisards. Près de la moitié d'entre elles (46 %) sont des prises ou des tentatives de prise de cartes, feuilles et tickets de rationnement dans les mairies. Les “ récupérations ” de vivres chez des trafiquants de marché noir présumés (non sans raison souvent) et celles de tabac chez les buralistes constituent un deuxième ensemble, certainement minoré par nos sources pour des raisons faciles à comprendre (22 %). Les vols d'argent sont peu fréquents (4 %)¹⁵.

Longtemps limitées au milieu rural, ces opérations s'étendent en ville, à Toulon, en 1944, avec la mise sur pied d'un GF des MUR assez actif (mais assez controversé) en ce domaine.

*

* *

Dans la maturation de la Résistance intérieure, la période qui couvre la fin de l'année 1942 (d'octobre à décembre) et le début de 1943 (janvier à mars) tient une place décisive. Préparation de l'unification chez les gaullistes, premiers contacts avec les communistes, premières actions de lutte armée, embryon de maquis, diversification des réseaux de renseignement sont autant de traits essentiels. Ce bond qualitatif est intimement lié à des facteurs externes déterminants sur l'évolution de l'attitude de la population (plus que sur son “ opinion ”) et donc pour le succès de ces initiatives. L'Occupation en est un, très important, mais aussi l'évolution du conflit et les réquisitions de main d'œuvre pour l'Allemagne.

Sans eux, la Résistance intérieure aurait franchi sans doute les mêmes étapes, y compris celle de la lutte armée. Tout est en place pour ça, avant l'arrivée des troupes d'occupation. Mais elle serait restée un conglomérat de petits groupes. Avec eux, elle prend, pro-

15. Répartition des “ récupérations ” entre novembre 1942 et le 6 juin 1944 :

Cartes et tickets de ravitaillement	: 49 (46,2 %)	Vivres et tabac	: 23 (21,7 %)
Essence	: 4 (3,7 %)	Explosifs, armes	: 11 (10,4 %)
Matériel divers	: 11 (10,4 %)	Argent	: 4 (3,7 %)
Matériel troupes d'occupation	: 4 (3,7 %)		

gressivement, une extension telle qu'elle devient un mouvement de masse comme il en existe peu d'exemples dans l'histoire de ce pays. L'élargissement est géographique avec l'implantation périurbaine et rurale constatée. Il est sociologique avec la participation des ruraux et l'entrée en action de nouvelles couches urbaines. Il est politique avec le passage en résistance d'individus jusque-là plus sensibles à l'anti-bolchevisme et au nationalisme de Vichy qu'au patriotisme jacobin et à l'antifascisme des mouvements clandestins et surtout avec l'engagement d'un grand nombre d'hommes et de femmes, habituellement acteurs plutôt passifs de la vie politique.

De ce fait, en même temps que la diversification des actes de résistance, apparaissent des mouvements et des réseaux nouveaux, comme si chaque milieu (social et politique) avait éprouvé la nécessité d'exprimer selon ses propres normes sa résistance. Ces créations représentent des forces parfois divergentes et des alliés pas toujours unis. Elles déroutent les adversaires qui se perdent dans les organigrammes, contribuant à rendre vaine la répression. Ainsi, au moment où les deux pôles principaux du combat clandestin, les gaullistes et les communistes, se rapprochent, puis s'associent dans des structures communes, la Résistance devient plus que jamais plurielle. Alors que l'indispensable (car mobilisateur et nécessaire politiquement) mythe de l'unité de la Résistance se met en place, elle se ramifie en organisations diverses qui s'ajoutent les unes aux autres, emboîtées sur une base, souvent commune et, de toute façon, moins divisée que les hiérarchies. La Résistance oscille désormais entre les espérances simples de la population qui se reconnaît de plus en plus en elle et les concurrences qui la parcourent de l'intérieur et de l'extérieur.

La description des relations entre population et Résistance, l'étude de sa répartition géographique, celle de la typologie des actions ont permis de cerner la variété de ses secteurs d'activité et de ses modes d'intervention. Elles ont mis en évidence les transformations importantes opérées en 1943-44. Mais l'imprécision et la généralité de ces angles d'approche ne peuvent en donner, on le voit, qu'une image imparfaite. Il faut pénétrer dans l'étude des mouvements et des réseaux pour mieux se rendre compte de ce qui les oppose et de ce qui les unit.